



La force du Nous !

PROXIMITÉ



Avec Solidaires Finances Publiques, je suis informé-e via mon correspondant qui me distribue l'Unité, les tracts et également par les HMI et assemblées générales organisées par la section locale !

TECHNICITÉ



Mon syndicat connaît les règles de gestion, les missions et les enjeux de la période, il assure la défense individuelle et collective, ça le rend crédible et légitime pour défendre nos droits et nos missions !

COMBATIVITÉ



En portant notre voix devant la direction locale, la DG, les ministères, les élus locaux et les parlementaires, et en se mobilisant pour agir pour nous et le service public, mon syndicat mène un combat juste et actif !

SOLIDARITÉ



Se battre pour tous.tes les agent.e.s, pour une fiscalité juste et un service public de proximité efficace, ça donne du sens et c'est nécessaire, surtout dans la période !

Solidaires

LIGNES DE FRONT

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques



Sommaire

p2 - Pourquoi le syndicalisme?

p4 - Grève historique

p6 - Convergence

p8 - Divergence

p10 - Le 8 mars toute l'année

p12 - Le pire d'entre eux...

p14 - Camping paradis

p16 - CAP ou... pas CAP?

p18 - Les faucheurs de chaises...

p20 - T'as voulu supprimer...
T'as mobilisé !

p22 - Fusion

p24 - L'affaire Lombard...

p26 - Corona



Pourquoi le Syndicalisme?

Mardi matin, l'équipe militante de Solidaires Finances Publiques entame sa tournée de HMI. Le ciel bleu éclatant tranche avec la morosité ambiante dans les services, notamment dans la Trésorerie de Mende. Les cartes de la géographie revisitée publiées sur Ulysse ont rendu leur verdict. Le site devrait être supprimé d'ici 2021 et remplacé par la création d'un EFS à quelques encablures. Pour Nadia et les 4 agents en fonction sur site, l'annonce est rude. Toutes et tous s'étaient investis dans leurs missions quotidiennes de service public et avaient organisé leur vie familiale autour de la commune.

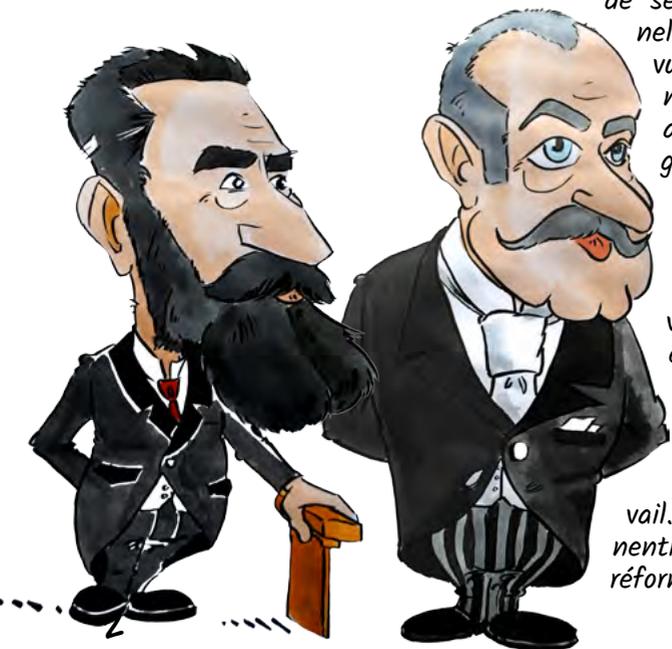
Bien qu'elle fût redoutée, Solidaires Finances Publiques ayant pointé le risque de fermetures éparses dans l'ensemble du département, la réforme qui s'annonce finit de concrétiser les peurs de chacune et chacun. Nadia a participé aux dernières journées de grève organisées en intersyndicale; elle s'est lancée dans la marche de protestation contre les fermetures de sites organisée sous l'impulsion de Solidaires Finances Publiques. Les taux encourageants révèlent le mécontentement grandissant des agentes et agents de sa direction et l'interpellent sur l'éventualité de s'impliquer davantage. Au-delà de ses seules difficultés personnelles et professionnelles, elle a vu autour d'elle les changements s'opérer au sein d'une administration qu'elle a intégrée au milieu des années 90. Nombre de ses collègues qu'elle a croisés en secteur d'assiette, puis plus tard dans les anciennes conservations des hypothèques ou en fiscalité immobilière, et avec qui elle correspond toujours, ressentent un mal-être, une souffrance dans l'exercice de leur travail. Les restructurations exponentielles cumulées aux multiples réformes des carrières ont fini

de la convaincre de la mauvaise direction vers laquelle s'oriente la DGFIP. Mais comment résister ? Comment lutter ? Comment empêcher les dérives managériales d'une administration davantage portée sur la réduction des coûts que sur le bien-être de ses personnels et sur la qualité du service public ? Nadia s'est renseignée, a échangé avec quelques militantes et militants de Solidaires Finances Publiques, a effectué ses propres recherches. Peut-être pour puiser un peu d'optimisme dans les victoires passées mais surtout dans celles à venir; mais surtout pour se remémorer ce que l'engagement syndical a permis ou initié. Quels ont été les com-

bats qui ont jalonné la Fonction Publique, et au delà, au cours des dernières décennies ? Quels ont été et quels sont les combats pour les collectifs, pour les individus engagés par ces militantes et militants ? Elle éprouve le sentiment grandissant que seuls des mouvements de résistance pourront inverser la donne. Et si aucune garantie de succès n'est assurée, son engagement militant prendra toute son importance. En filigrane résonne cette citation de Bertolt Brecht

« Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu »

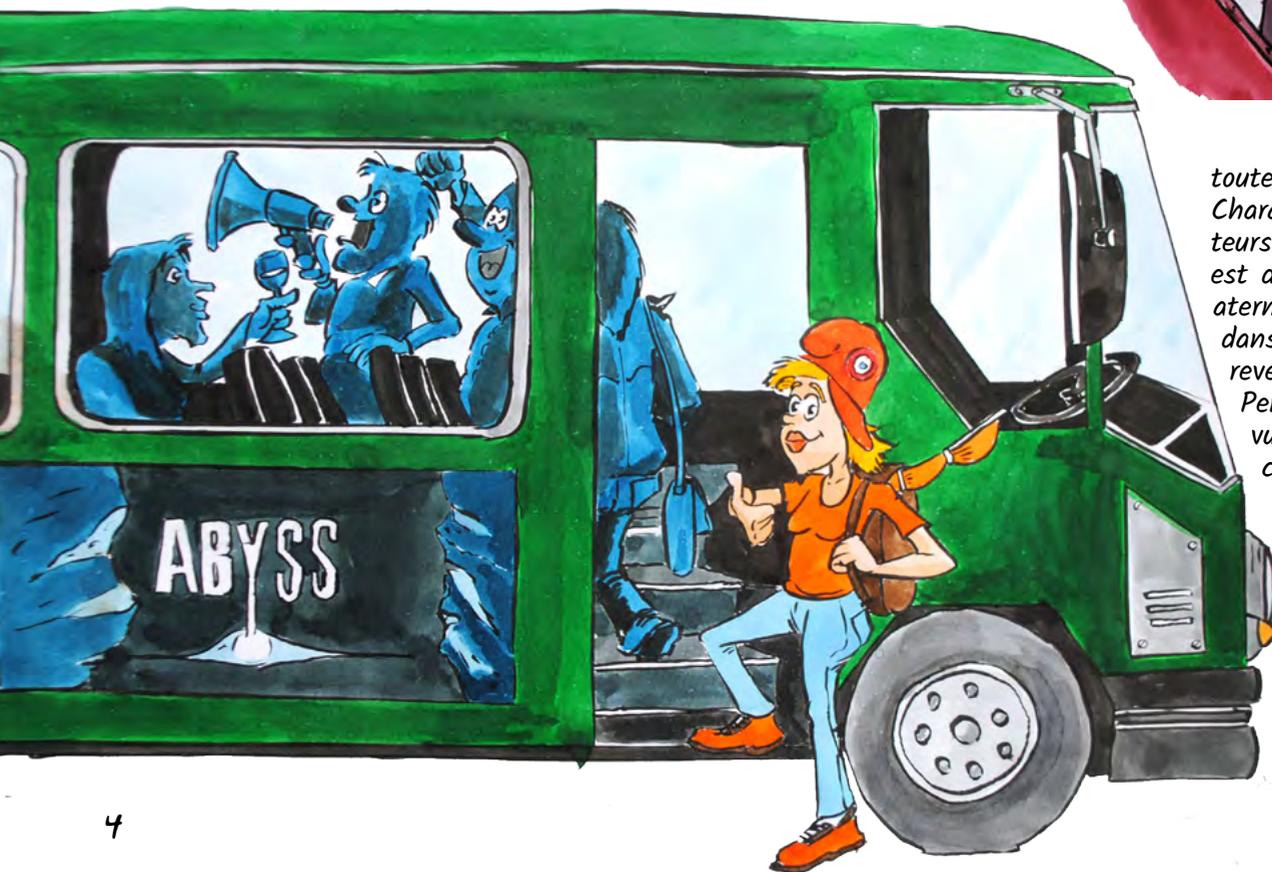
. Et Nadia ne peut se résigner à perdre...



Grève Historique

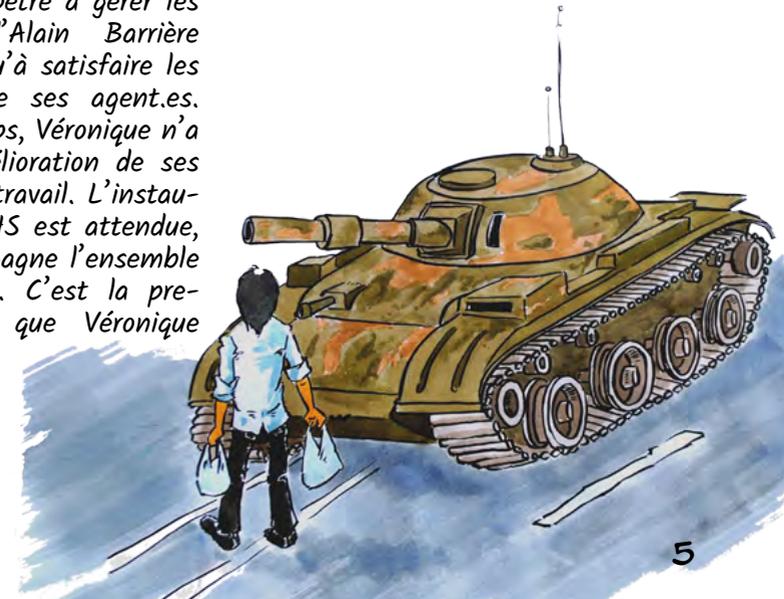
Ce matin du 19 octobre 1989, Véronique embarque à bord du bus affrété par sa section locale. Depuis quelques jours, elle hésite à fouler le pavé. Elle a bien participé aux précédentes journées de mobilisation en se déclarant gréviste mais n'avait pas encore intégré les cortèges. Alors que le ministère com-

munique à outrance sur le déménagement de ses services du Louvre à Bercy, l'actualité sociale, l'actualité des agentes et agents est, elle, bien ailleurs. L'été a été chaud, et pas uniquement par la musicalité du groupe Kaoma, qui a monopolisé les ondes et les pistes de danse. Le 4 juillet, 10 000 agent.es des impôts



ont défilé dans les rues parisiennes. Ils et elles ont été 25 000 le 12 septembre au départ de Gare de l'Est, bien décidés à faire danser la Lambada aux représentants ministériels. Pourtant, Pierre Bérégovoy, ministre des Finances refuse

va manifester. Peut-être que le contexte international s'y prête. Peut-être que les manifestations de Tian'anmen l'ont influencé. Bien sûr, les enjeux sont différents, bien sûr les risques encourus sont infiniment plus circonscrits, mais Véronique est convaincue que l'expression de son mécontentement, l'expression du mécontentement de toutes et tous, sont indispensables. Pour elle, seule l'action collective sortira les services de l'abysse dans lequel le gouvernement Rocard semble vouloir entraîner les agent.es du Ministère. Et point de James Cameron pour mettre en scène la révolte qui doit s'organiser. Simplement la volonté d'hommes et de femmes, unissant leurs voix, portant en étendard la force du Nous, de combattre une vision que l'on cherche à leur imposer.



Convergence

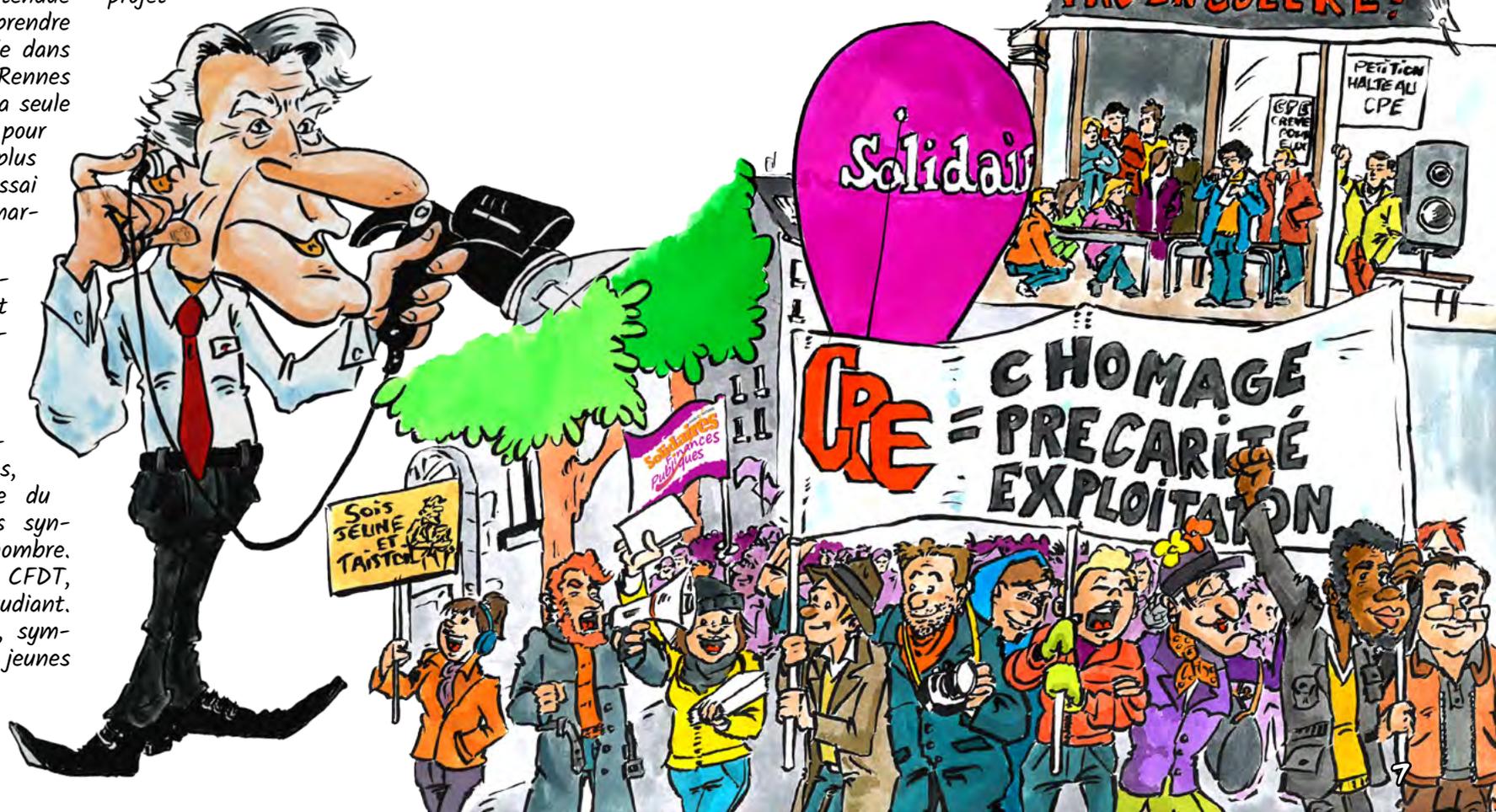
« J'entends ceux qui manifestent, mais j'entends aussi ceux qui ne manifestent pas ». Cette petite phrase prononcée par le Premier ministre Dominique de Villepin, Louis se la repasse en boucle. Comme si la voix des étudiantes et étudiants mobilisés depuis février n'avait aucun poids dans notre démocratie. Comme si la voix d'une prétendue majorité silencieuse devait prendre le pas sur la colère exprimée dans les assemblées générales de Rennes II. Comme si le 49-3 était la seule réponse institutionnelle pour imposer un texte étendant plus que de raison la période d'essai des jeunes entrant sur le marché du travail.

Ce 28 mars 2006, la mobilisation contre le CPE (contrat première embauche) s'intensifie. Des manifestations interprofessionnelles, mobilisant des lycéens aux salarié.es du privé, des étudiant.es aux fonctionnaires, s'organisent sur l'ensemble du territoire. Les organisations syndicales sont présentes en nombre. Solidaires, la CGT, FO, la CFDT, marchent aux côtés des étudiant.es pour dénoncer un projet, symbole d'une précarisation des jeunes salarié.es, et un assombrissement des perspec-

tives d'avenir. Louis se dirige vers la gare. Depuis le début du mouvement en février, le blocage des voies, des rails, est le point d'orgue de la contestation. Louis n'est pas animé par le plaisir particulier de bloquer les usager.es des transports en commun, mais seulement par la volonté de crier haut et fort que ce projet

de loi ne correspond pas à sa vision de la société. Alors Louis martèle ses slogans, vocifère à qui veut et qui ne veut pas l'entendre, la dangerosité du sigle CPE. 3 lettres qu'il combat, 3 lettres qu'il rejette depuis de nombreuses semaines au sein de SUD Etudiant. C comme Chômage, P comme Précaires et E comme Exploité.es, avec un seul mot d'ordre: le retrait du CPE. Le soir, Louis découvre aux informations qu'ils étaient près de 3 millions à défilé dans les rues sur l'ensemble du territoire. Quelques semaines plus tard, Louis apprendra que la mise en place du CPE

est abandonnée face à la mobilisation grandissante, que malgré le vote de la loi, celle-ci ne sera jamais appliquée. La preuve que les considérations de calendrier n'ont pas joué, qu'il n'est jamais trop tard pour lutter face à l'injustice, face à la volonté affichée de précariser davantage les travailleuses et travailleurs. Le combat n'a pas été vain. La convergence des luttes a fait plier le gouvernement.

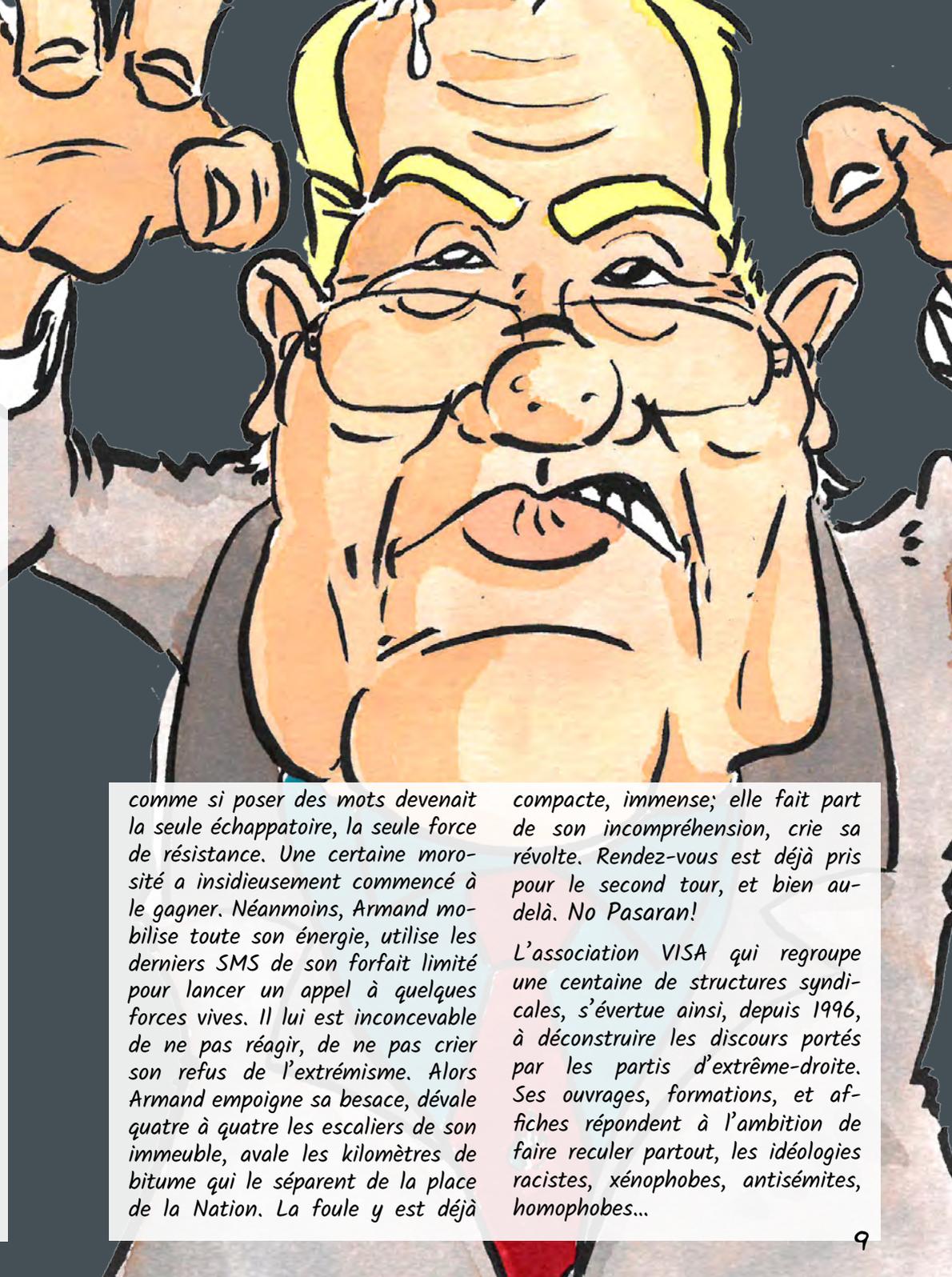


Divergence



21 avril 2002. Le couperet est tombé. L'impensable, l'innommable se sont abattus sur le cœur des militant.es. Les urnes ont rendu leur verdict, insondable, implacable. Armand est sonné, presque anesthésié par les réalités d'un score qu'il n'avait pas pu, pas voulu imaginer. Il avait certes ressenti un certain frémissement les semaines précédentes, il avait subi cette médiatisation parfois outrancière de certains faits divers mais s'était refusé à imaginer l'extrême-droite en position éligible.

Aussi, lorsque les Guignols de l'info annoncent, quelques minutes auparavant, la présence au second tour de Jean-Marie Le Pen, Armand n'y voit qu'une pirouette, une provocation humoristique. Et pourtant... Les scores sont sans appel. Avec 16,8 % des suffrages, et malgré la dissidence incarnée par Bruno Mégret, Le Pen crée une bien mauvaise surprise. Depuis, le téléphone ne cesse de vibrer. Des amis, de la famille, des camarades de Solidaires, des compagnons de lutte de VISA, tous et toutes ressentent le besoin d'échanger, de commenter ;



comme si poser des mots devenait la seule échappatoire, la seule force de résistance. Une certaine morosité a insidieusement commencé à le gagner. Néanmoins, Armand mobilise toute son énergie, utilise les derniers SMS de son forfait limité pour lancer un appel à quelques forces vives. Il lui est inconcevable de ne pas réagir, de ne pas crier son refus de l'extrémisme. Alors Armand empoigne sa besace, dévale quatre à quatre les escaliers de son immeuble, avale les kilomètres de bitume qui le séparent de la place de la Nation. La foule y est déjà

compacte, immense; elle fait part de son incompréhension, crie sa révolte. Rendez-vous est déjà pris pour le second tour, et bien au-delà. No Pasaran!

L'association VISA qui regroupe une centaine de structures syndicales, s'évertue ainsi, depuis 1996, à déconstruire les discours portés par les partis d'extrême-droite. Ses ouvrages, formations, et affiches répondent à l'ambition de faire reculer partout, les idéologies racistes, xénophobes, antisémites, homophobes...

Le 8 mars toute l'année



2020. Midi commence à se faire cruellement sentir. Voilà près d'une heure que Manon anime seule une HMI consacrée aux violences faites aux femmes, aux violences sexistes et sexuelles subies par les femmes

dans leur cadre familial, dans les transports, sur leur lieu de travail. Aucun secteur n'est épargné, aucune administration ne peut se prévaloir d'un cadre professionnel exempt de remarques grivoises, de

climats sexistes ou autres allusions misogynes. Alors il n'y a pas que la faim qui tiraille l'estomac de Manon. Le sujet est loin d'être anodin et c'est la toute première fois qu'elle le porte seule devant des adhérentes et des adhérents, devant des collègues. Les chiffres sont éloquentes. Une femme sur cinq est victime de harcèlement sexuel au cours de sa vie professionnelle; en une année, 130 femmes ont péri sous les coups de leur conjoint tandis que 94 000 furent victimes de viols ou de tentatives de viol. Les réactions d'une large frange des personnels sont empreintes de stupeur. Nombreuses

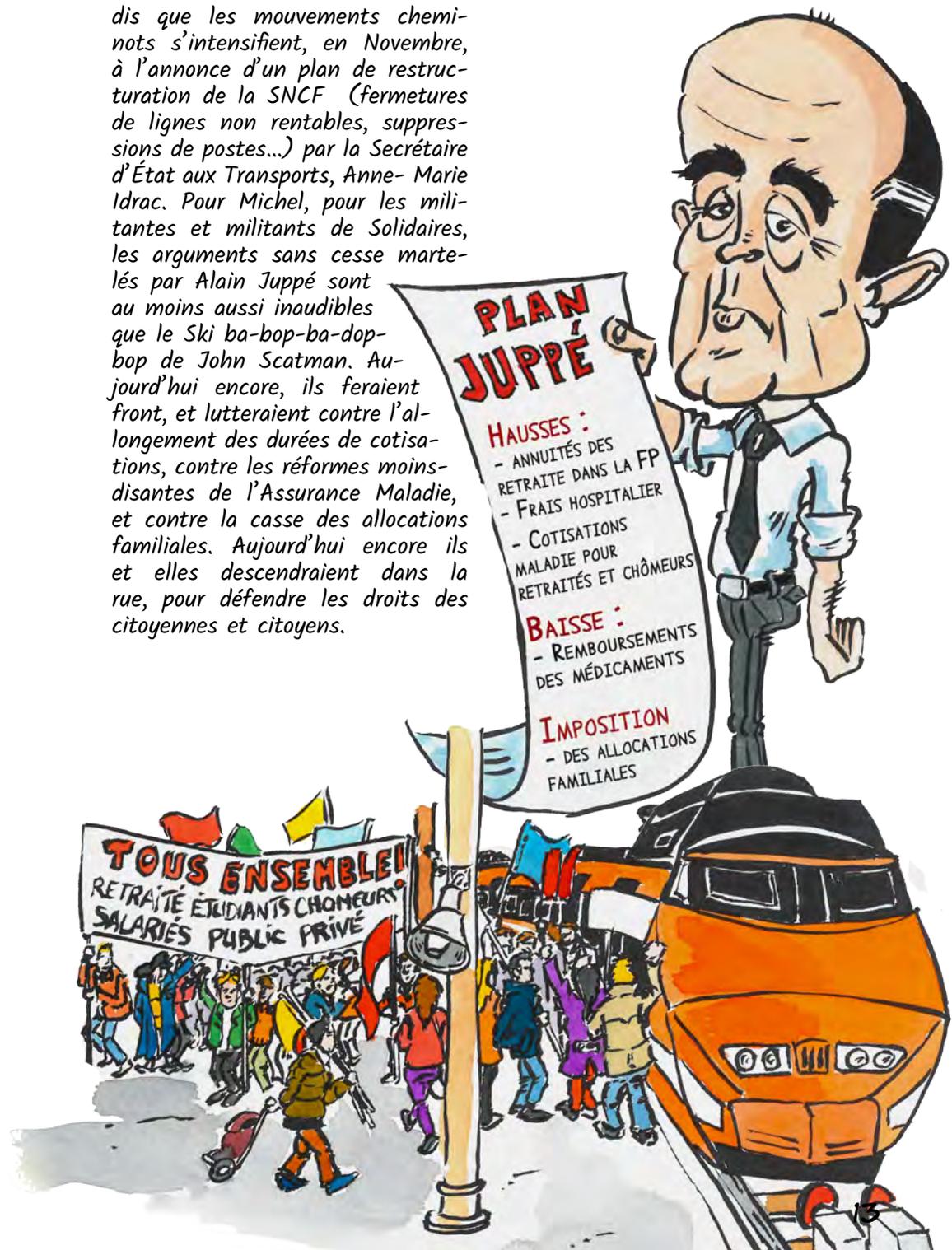
et nombreux sont celles et ceux qui n'imaginaient pas une telle ampleur statistique. Aujourd'hui, Manon n'ambitionne pas de transformer les mentalités par sa seule action, là, maintenant; mais elle sent la portée de son message venir percuter ou du moins interloquer les esprits. Les formations syndicales sur les inégalités Femmes \ Hommes qu'elle a pu suivre auprès de Solidaires portent leurs fruits. Alors Manon se laisse porter par la force du message qu'elle véhicule, et déroule intégralement l'argumentaire qu'elle a soigneusement préparé. Lorsque la fin de l'HMI voit la plupart des collègues regagner progressivement les services, une femme, la démarche hésitante, s'approche d'elle. Après quelques mots, quelques phrases, elle confie les violences qu'elle aussi subit. Bienveillante, Manon la conduit vers un endroit plus confidentiel. Elle n'a peut-être pas toutes les compétences requises, mais Manon continue de l'écouter attentivement et l'oriente vers les associations et autorités responsables. La journée de lutte pour le droit des femmes, le 8 mars, Manon compte bien la faire vivre les 364 autres jours.

Le pire d'entre eux...

« Il y a dans ce pays une fracture sociale ». Jacques Chirac ne croyait pas si bien dire dans ses interviews télévisées de la campagne présidentielle de 1995. Par l'entremise du Premier ministre Alain Juppé, le Président fraîchement élu, contribua à l'un des plus emblématiques mouvements sociaux de ces trente dernières années. Ques-

né par Alain Duhamel sur la présence d'un arbre fruitier sur ses affiches électorales, Chirac avait vanté les mérites des pommes délaissant provisoirement Corona et autres têtes de veau. Les pommes tant vantées par l'équipe de « campagne » s'avéraient n'être cultivées que dans le jardin des Hespérides. Ces pommes d'or étaient réservées au gratin de l'Olympe, ces pommes d'or, Hercule n'eût d'autre choix que de les arracher par la ruse aux êtres prétendument immortels. Alors en ce jour de 1995, en cette matinée du 12 décembre, Michel compte bien cueillir les pommes d'or du XXème siècle désormais réservées à une élite patronale, à une caste sociale privilégiée. Alain Juppé a bien essayé de vanter le caractère indispensable et les mérites de la réforme, de sa réforme des retraites. La grogne sociale ne se limite pas à cela. Les usines Renault se sont portées grévistes dès le Printemps 95, tan-

dis que les mouvements cheminots s'intensifient, en Novembre, à l'annonce d'un plan de restructuration de la SNCF (fermetures de lignes non rentables, suppressions de postes...) par la Secrétaire d'État aux Transports, Anne-Marie Idrac. Pour Michel, pour les militantes et militants de Solidaires, les arguments sans cesse martelés par Alain Juppé sont au moins aussi inaudibles que le Ski ba-bop-ba-dop-bop de John Scatman. Aujourd'hui encore, ils feraient front, et lutteraient contre l'allongement des durées de cotisations, contre les réformes moins-disantes de l'Assurance Maladie, et contre la casse des allocations familiales. Aujourd'hui encore ils et elles descendraient dans la rue, pour défendre les droits des citoyennes et citoyens.



Camping Paradis

Un week-end de février 2012. Quelques jours de plus à occuper les lieux. Quelques heures de plus pour marquer la présence des agentes, des agents. Les menaces de sanctions disciplinaires n'ont pas entamé la détermination des troupes, les menaces d'appel à la force publique n'ont pas fait douter les militantes et militants de la légitimité de leur action. Ce terrain de camping, dévolu à l'action sociale, ne doit pas échapper aux agentes et agents de la DGFIP. La menace est réelle, le contrat de gestion a été dénoncé, les sirènes des promoteurs immobiliers sont de plus en plus perceptibles. Depuis 2010 une quinzaine d'agent.es déterminé.es se relaie. Depuis 2010 une quinzaine d'agent.es refuse de céder aux aspirations de vente d'un terrain réservé à l'action sociale du département. Solidaires Finances Publiques œuvre depuis déjà 2001 pour maintenir cet espace dans le giron de la DGFIP. Sur l'île de la Réunion, le climat est tendu, les revendications contre la vie chère ne se sont pas éteintes, quelques émeutes dans le quartier du Chaudron sont relayées par la presse locale et nationale. Dans un contexte social rendu explosif par la baisse

continue du pouvoir d'achat des îliens, empêcher les agents de bénéficier de ce lieu de villégiature serait un recul de plus. Un recul inacceptable pour les militantes et militants de la section. Alors Aymé tient bon, il cotise pour l'association créée pour maintenir une présence des agents de la DGFIP sur place, bien déterminé à ne rien lâcher.

Grâce à la mobilisation des agent.e.s, à la détermination des équipes militantes, à une intervention nationale à Bercy en 2013, l'EPAF réinvestira ce terrain et y installera des bungalows. Les luttes pour le développement de l'action sociale, initiées dès les grèves de 1989, contribuent ensuite à ouvrir les catalogues EPAF aux Domiens et à amoindrir les inégalités alors flagrantes avec les métropolitains. La lutte n'est pas terminée, loin de là... Des iniquités de traitement, notamment sur la tarification des séjours, demeurent encore prégnantes.

Sur ce sujet également Aymé ne lâchera pas, Solidaires Finances Publiques ne lâchera pas, les agentes et agents de la DGFIP ne lâcheront pas.



CAP ou... pas CAP?

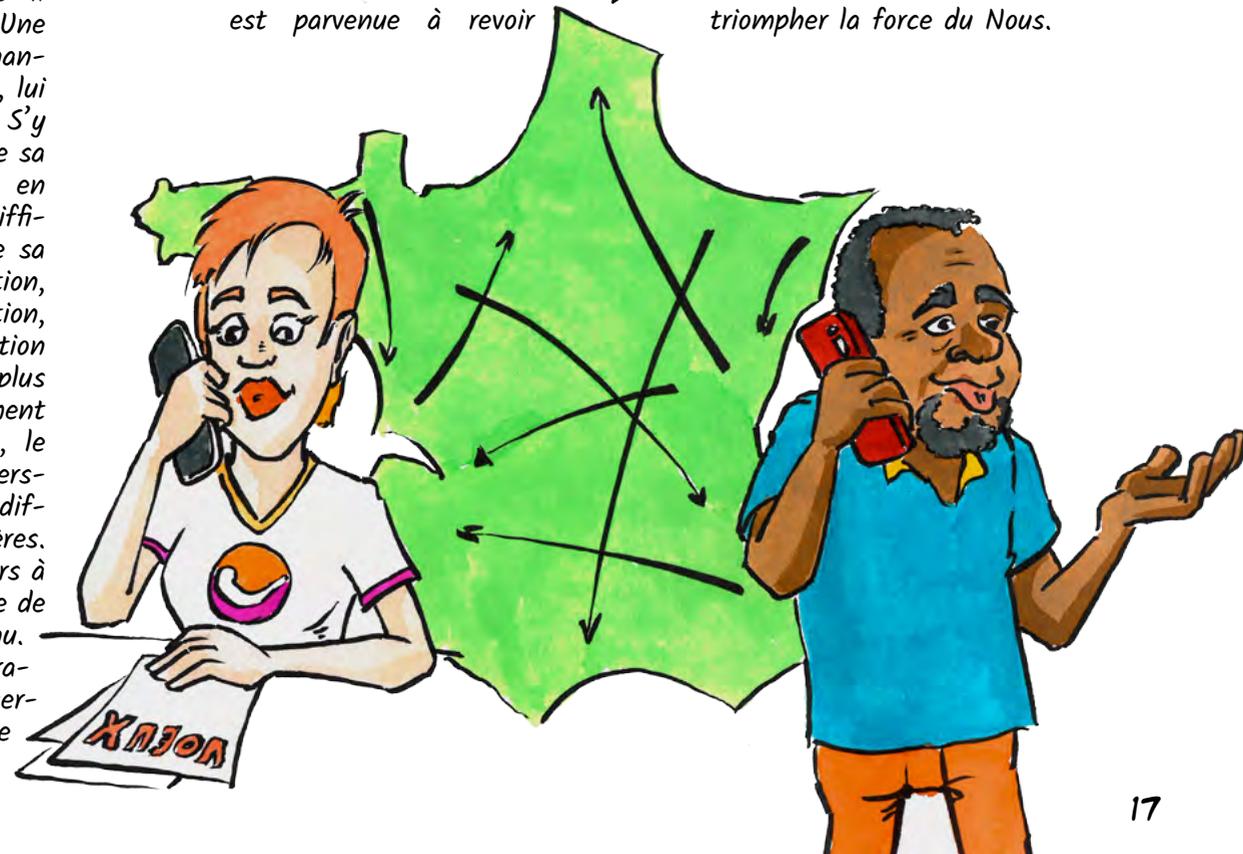
L'instance des CAP de mutations nationales vient de se clôturer, Eve repart avec le sentiment du devoir accompli. Bien sûr tous les dossiers qu'elle portait n'ont pu aboutir, nombre de situations individuelles n'ont pas été réévaluées, la Direction Générale se murant dans un intangible principe d'invariabilité. Néanmoins la connaissance des dossiers qu'elle portait, sa pugnacité n'ont pas été vaines. Eve a réussi à faire bouger quelques lignes, à porter des arguments pour défendre l'intérêt individuel d'agentes, d'agents, dans un cadre collectif. Elle se remémore les longues conversations au téléphone avec Josselin. Une discussion pour comprendre sa situation, ses souhaits, mais également un dialogue pour maintenir un lien social, créer cette empathie qui manque cruellement à la DG dans l'application des règles de gestion. Pourtant rien n'a été simple, ni l'évocation de la situation personnelle de Josselin, ni les arguments à formuler. Un ensemble d'événements de la vie, improbables, non anticipés compliquait les possibilités d'évolution de son dossier dans le strict cadre réglementaire. Eve avait expliqué à Josselin qu'elle ne pourrait lui garantir le déblocage de

sa situation. C'est une règle d'or, un principe auquel les CAPistes ne dérogent jamais: ne jamais trahir la réalité, ne jamais promettre l'inatteignable pour s'attirer la sympathie des agentes et agents. Josselin avait, dès la formulation de sa mutation, été conseillé par les militantes et militants de Solidaires Finances Publiques, et il avait obtenu son premier vœu. Une mutation en Vendée et un changement radical de cadre de vie, lui qui était originaire de Guyane. S'y exprimait la volonté de rejoindre sa nouvelle compagne, rencontrée en formation, après un divorce difficile. Et puis, entre le dépôt de sa demande et le projet de mutation, sa compagne obtint une promotion, à Bernay dans le 27. Une situation presque ubuesque qui l'envoie à plus de 300 km, dans un environnement où il n'a, ni famille, ni amis, le contraignant à de nombreux allers-retours et augurant de futures difficultés personnelles et financières. L'administration commence alors à appliquer strictement le principe de non-retour sur un vœu obtenu. Au vu de l'ancienneté administrative de Josselin, il obtiendra certainement satisfaction lors de sa prochaine demande... mais

pourquoi attendre ? Après discussion avec l'Administration, après argumentation dans le cadre encore existant de la CAP nationale, Eve parvient à transformer la mutation sur la Vendée pour l'Eure.

Solidaires Finances Publiques dénonce vivement la restriction du cadre des CAP. La défense et le respect des droits des agentes et des agents dans un cadre collectif et transparent demeurent un des axes majeurs de notre revendicatif. Le déni par l'administration de l'importance du dialogue social est patent. Les difficiles déblocages de situations individuelles en CAP seront d'autant plus compliqués par la réduction de leurs compétences. Solidaires Finances Publiques est parvenue à revoir

nombre de situations pour le mouvement des B cette année, mais plus que jamais, nous avons besoin de la mobilisation des agentes et des agents, pour établir un indispensable rapport de force. Plus que jamais Solidaires Finances Publiques apportera une aide aux agent.es dans l'appréhension des règles de gestion, dans la défense de leur application. Plus que jamais, Solidaires Finances Publiques se battra pour reconquérir ce que l'Administration déconstruit conformément aux dogmes de l'idéologie néolibérale portant aux nues l'ultra-flexibilité. Plus que jamais, nous devons nous mobiliser, ensemble, et faire triompher la force du Nous.



Les faucheurs de chaises...

Ce 9 janvier 2017, dans la fraîcheur dacquoise, Bintou installe les chaises qui serviront de support aux débats du jour. Bintou est militante d'ATTAC, cette association dénonçant la fraude et l'évasion fiscale. Elle s'est fortement

investie dans l'organisation des actions dans les rues dacquoises. Aujourd'hui se tient le procès de Jon Palais, un militant de l'association ANV COP21. Parce que la BNP a porté plainte suite à l'intrusion dans l'une de ses agences



d'un petit groupe de militantes et militants et au retrait symbolique de 14 chaises. Jon Palais comparait aujourd'hui. Il encourt une peine de cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. 2000 de ses soutiens, dont Bintou, se sont mobilisés pour faire de cette journée un événement festif et le lieu d'un contre-procès de l'évasion fiscale.

Alors qu'Eva et Caroline Joly assureront sa défense, des débats seront organisés avec certains candidats à l'élection présidentielle. 75 militantes et militants de Solidaires Finances Publiques grossissent les rangs et alimentent les discussions et revendications.

Les Amis de la Terre, ANV-COP21, Bizi !, ATTAC et Solidaires Finances Publiques tiendront le contre-procès de la BNP

et des autres grandes banques, plus avides de s'attaquer à la subtilisation tellement sournoise et si conséquente de leur mobilier qu'à l'organisation de l'évasion fiscale de particuliers ou d'entreprises titulaires de colossales fortunes. Ces événements devraient faire date. Amies banquière.s, il n'y a pas que le CAC 40 dans la vie, il y a DAX aussi! Non non pas cet autre indice boursier, faites un effort s'il vous plaît! Non la redistribution ne concerne pas que les actionnaires! Non, sans nos actions, vous n'auriez jamais fermé vos filiales dans les îles Caïmans! Et oui, Jon Palais sera finalement relaxé.



T'AS VOULU SUPPRIMER... ET T'AS MOBILISÉ !

Vierzon. Janvier 2016. Jean-Marc enchaîne son troisième jour de grève. Depuis plusieurs semaines, le mouvement de contestation n'a pas quitté les agent.es du centre des finances publiques de Vierzon. Ils ont décidé eux-seuls de partir en grève. La menace pesant sur la qualité du service public, sur leurs emplois est trop vive. Jean-Marc et ses collègues ont décidé de ne pas se laisser faire, d'entamer une rébellion par l'entremise d'une grève ensuite appuyée par les organisations syndicales et notamment par Solidaires Finances Publiques. Tous les services du centre sont impactés. Au total ce sont près de 50 % des emplois du site qui ont disparu au gré des suppressions et vacances d'emplois. Au sein de la DGFIP, Vierzon ne sera plus seulement cette ritournelle de Brel faisant écho à Vesoul, Honfleur et autres. Vierzon ne sera plus seulement la sous-préfecture du Cher, ce carrefour ferroviaire et autoroutier du Centre de la France. Vierzon sera l'un des symboles de la résistance

des agent.es de la DGFIP. Pas le seul.

Dans tous les départements de France, la solidarité financière s'organise pour abonder la caisse de grève des camarades de Vierzon... Les fonds affluent de partout... Jean-Marc et ses collègues obtiendront la création de plusieurs postes supplémentaires au TAGER-FIP. Peut-être auraient-ils espéré plus, mais assurément, sans leur mobilisation, sans leur volonté, ils n'auraient rien obtenu. Alors aujourd'hui, dans l'ensemble des centres des Finances Publiques, dans l'intégralité des implantations de la DGFIP, que nous soyons ou non touchés directement par les restructurations, les fusions, les suppressions de sites qu'impliquent le nouveau réseau de proximité (NRP), refusons la destruction du Service Public, refusons les EFS ou tout autre acronyme qui ne sont que des ersatz de lieux dédiés aux services publics. En 2020, ils veulent voir le NRP, ils reverront Vierzon...



FUSION

Mars 2011. Émilie tracte à l'entrée du Centre des Finances de Maintenon avec d'autres militantes et militants de Solidaires Finances Publiques. La thématique du jour n'est pas consacrée



aux énièmes vellétés de restructurations, de modifications des règles de gestion.

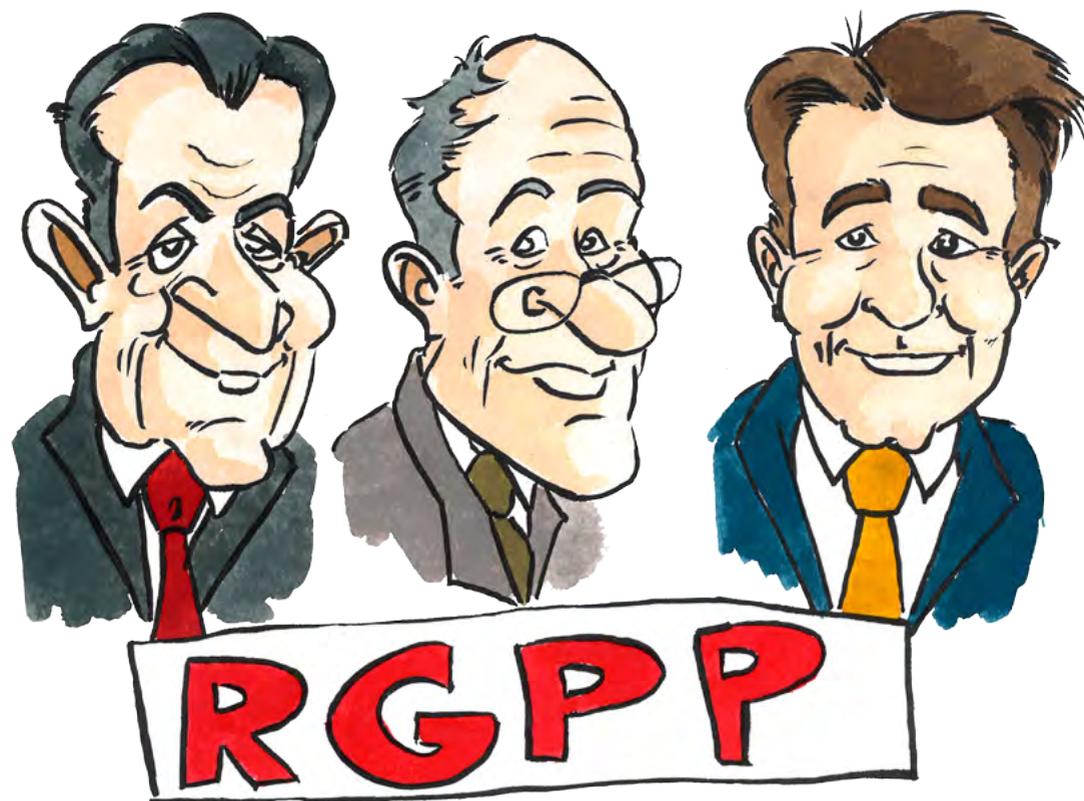
Aujourd'hui Émilie vient s'appuyer sur les victoires syndicales, sur ce qu'ont obtenu les agentes et agents à force de mobilisations, de revendications martelées partout où elles pouvaient l'être. Alors Emilie retrace un historique, contextualise les avancées obtenues. Non, toutes les revendications n'ont pas abouti mais des avancées quantifiables pour les agentes et agents des ex DGI et DGCP ont émergé. Les primes avaient été annoncées par Nicolas Sarkozy lors des débats aux Présidentielles de 2007. Les Impôts et le Trésor Public devaient être fusionnés puisqu'ils faisaient « doublon », avec en arrière plan, la volonté affichée de réduction des effectifs. La fusion devait être ensuite l'emblème de la Révision Générale Des Finances Publiques (RGPP).

Emilie rappelle les mobilisations, dès l'automne 2007, après qu'Eric Woerth eût annoncé ce que devait être la « fusion globale ». De nombreux mouvements se succéderont en 2008; nombre d'entre-eux aboutiront : celui contre l'instauration de mobilités forcées, celui pour une pérennisation de l'IMT, l'abondement des plans de qua-

lifications, et pour la création du concours interne spécial (CIS) de C en B. Le combat ne s'est pas arrêté là, aucunement. Les militantes et militants ont continué à porter haut et fort les légitimes aspirations des agents et des agentes de ce qui devenait la DGFIP. François Baroin, successeur d'Eric Woerth, subit également l'insistance des représentants du personnel. Et s'il refuse encore de préserver l'emploi au sein de la DGFIP et qu'il fait perdurer les objectifs « budgeto-restrictifs » de la RGPP, la prolongation pour 3 ans des plans de qualification ministériels à hauteur de 65 % est actée, les discussions devant aboutir à la création du 8ème

échelon des cadres C s'amorcent et l'augmentation de 150 euros de l'IMT annuelle est désormais entérinée. Emilie évoque ensuite avec les agent.e.s tous les autres combats qui restent à mener, tout ce qu'il reste à conquérir. Le risque de glissement des politiques publiques vers un ultra libéralisme. Emilie ne savait pas alors que les militantes continueraient de se mobiliser contre la Modernisation de l'Action Publique de 2012 et les préconisations de CAP 2022 sous le règne de Macron Ier.

Plus que jamais, le combat continue!



L'affaire LOMBARD...

20 décembre 2019. Une date. Un verdict historique! La finalisation d'une procédure judiciaire visant à faire reconnaître le harcèlement moral subi par les salarié.es de France Télécom, à faire reconnaître la violence des pratiques managériales mises en place par Didier Lombard et ses plus proches acolytes. Dès 2006, l'instauration des plans « Nouvelles Expériences de France Télécom », rebaptisés « Next » pour coller avec le vocable anglophone des organisations managériales, plantait le décor. Disqualification des salarié.es, déplacements contraints, changements brutaux de leurs métiers, dénigrement de leurs compétences, dénaturation profonde de leurs missions de service public, rien ne sera épargné aux travailleurs et travailleuses qui avaient œuvré des décennies durant pour un service public de qualité. Didier Lombard n'en avait cure. Le bras armé d'un système ultra-libéral, n'ayant pour obsession que la recherche permanente du profit pour une caste privilégiée, n'exprimera jamais de remords ou si

peu. Les dirigeants de France Télécom ont prétendu n'avoir fait que leur devoir, sans jamais être responsables des nombreuses dérives managériales. Tout ce petit monde s'est évertué à rester insensible aux interpellations de SUD PTT, des médecins du travail, de l'Observatoire du stress et des mobilités forcées mis en place en 2007 par la Confédération Générale des Cadres (CGC) et Sud FT, des assistantes sociales, des inspecteurs du travail, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). La dimension humaine des politiques managériales s'est révélée totalement factice. La condamnation de Didier Lombard à un an d'emprisonnement avec sursis peut sembler insuffisante. Elle marque pourtant la reconnaissance des préjudices subis par les victimes et leurs familles. Bien sûr il y aura un appel, bien sûr le procès sera encore plus difficile que le précédent... Bien sûr le combat pour les salarié.es continue.



CORONA

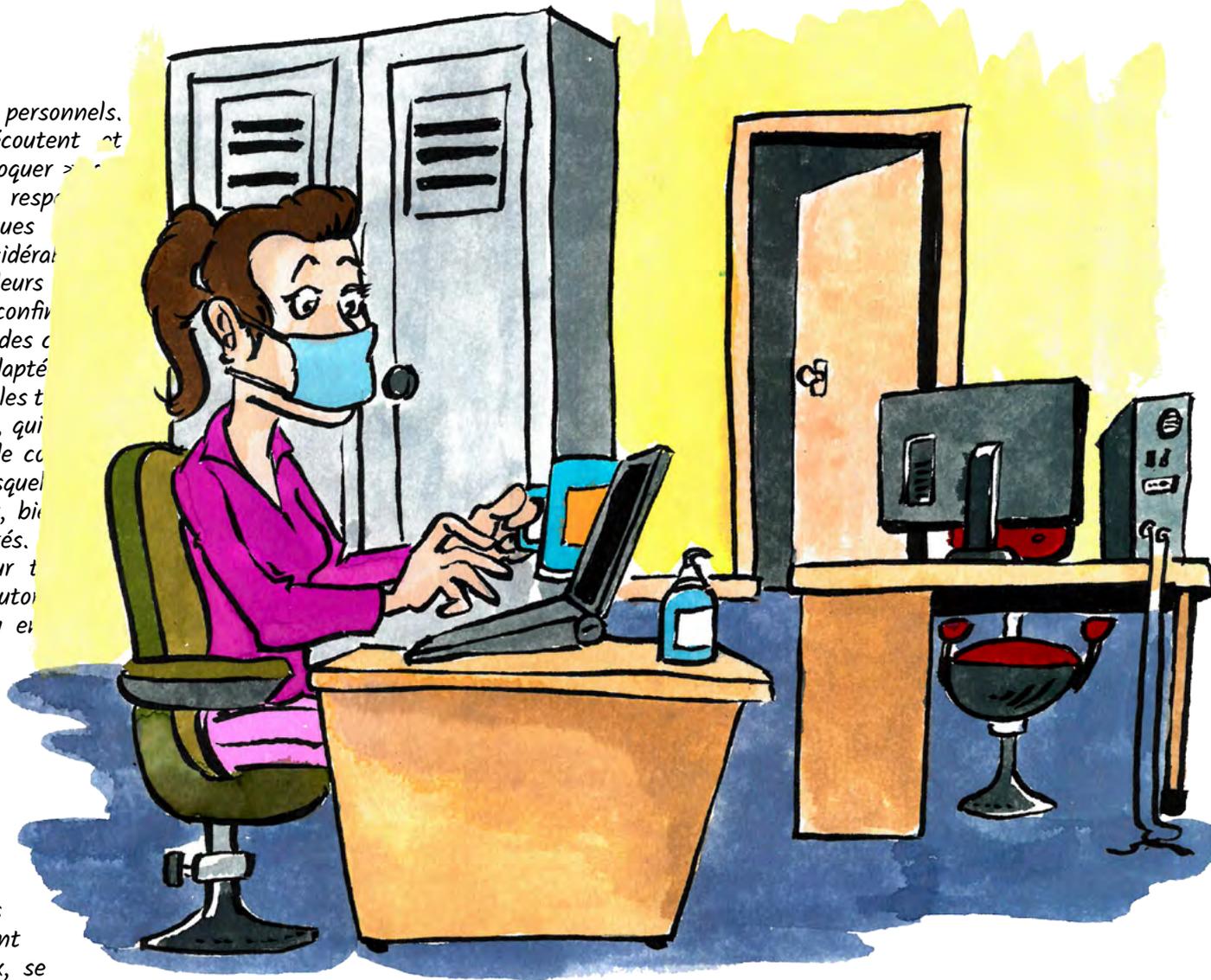
Voilà plus de deux semaines que le confinement a été ordonné. Christophe multiplie les audio-conférences avec la direction. L'ensemble de la section locale de Solidaires Finances Publiques se mobilise pour s'assurer de la sécurité et de la santé de l'ensemble des agent.es. Les militant.es veillent à l'instauration de l'ensemble des dispositifs de protection, y compris le télétravail, tout en maintenant les missions de service public.

Christophe prend, autant que faire se peut, des nouvelles des collègues, des adhérentes et adhérents de la section. De nombreuses difficultés commencent à survenir partout sur le territoire. D'agent.es en confinement avec des personnes à risque et dont la section demandait à ce qu'ils soient placés en télétravail ou en ASA, aux personnels ne disposant pas du matériel pour télétravailler; sans oublier tous ces agent.es en présentiel pour assurer les missions identifiées comme essentielles par les pouvoirs publics, ne disposant pas encore de tous les matériels de protection; sans oublier non plus les inquiétudes diverses

formulées par les personnels. Les militant.es écoutent et essaient de « débloquer » ces situations dans le respect du collectif. Les risques encourus sont considérables pour les télétravailleurs et pour les agent.es en présentiel, qui se voient confiner dans des conditions souvent inadaptées. Les conditions existantes aussi pour les agent.es en présentiel, qui croient que peu de collègues et avec lesquelles les échanges, sont, bien souvent, très limités. Des difficultés existent enfin pour les agent.es en autorisation d'absence, ou en arrêt maladie, qui n'ont nullement choisi de ne pouvoir exercer leur mission de service public. Pendant toute la période, les équipes de Solidaires Finances Publiques auront fait de leur mieux, se

confrontant elles-aussi à des problématiques nouvelles. Ils et elles se sont battu.es contre l'application de l'ordonnance volant des jours de congés aux agent.es de la Direction. Ils et elles se sont mobilisé.es pour assurer une reprise progressive et sécurisée dans les services.

Nous, toutes et tous, continuerons de nous mobiliser dans un monde d'après, risquant à la DGFiP, de fortement ressembler au monde d'avant.





Syndicat national Solidaires Finances Publiques

BOITE 24, 80 rue de Montreuil 75011 PARIS

contact@solidairesfinancespubliques.org

solidairesfinancespubliques.org

<https://solidairesfinancespubliques.org/>